
SECRETARIAT GENERAL



Symposium Développement des zones de départ des migrants

TERMES DE RÉFÉRENCE

1. Contexte et justification

Le Mali, d'une superficie de 1 241 238 km², est un pays enclavé situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Sa population totale est d'environ 12,4 millions d'habitants en 2007. Selon les résultats provisoires du dernier recensement (INSAT-RPGH, 2009), la population résidente du Mali s'élève à 14.517.176 habitants contre 9.810.911 habitants en 1998 soit un accroissement annuel moyen de 3,6% sur la période 1998-2009 contre 2,2 % sur la période 1987-1998.

La population malienne est répartie entre 2.369.866 ménages vivant dans 1.340.776 concessions, soit 1,8 ménages par concession et 6,1 personnes par ménage. Par ailleurs, il a été dénombré 11.453 localités (villages, fractions, quartiers) contre 11.232 localités en 1998. La taille moyenne des localités au Mali s'élève donc à 1.268 personnes.

Les femmes, au nombre de 7.314.432, représentent 50,4% de la population résidente totale, contre 7.202.744 hommes, soit 49,6%. L'effectif des femmes est relativement plus élevé que celui des hommes dans toutes les régions sauf dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal et dans le District de Bamako.

La répartition régionale de la population résidente montre que 30 % seulement du territoire national renferment 91 % de la population résidente. En effet, la population des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et du District de Bamako s'élève à 13.223.727 habitants contre 1.293.449 habitants pour les régions de Tombouctou, Gao et Kidal. Cependant, il faut noter l'accroissement rapide de la population de la région de Kidal qui est passée de 42.386 à 67.638 habitants en 2009, soit une augmentation de 59,6% sur la période et un taux d'accroissement annuel moyen de 4,3%.

La population des 37 communes urbaines du pays s'élève à 3.319.622 habitants soit 22,9% de la population résidente totale. Le District de Bamako à lui seul, avec un effectif de 1.809.106 habitants, renferme plus de la moitié (55 %) de la population habitant les 37 communes urbaines du pays.

Selon l'enquête MDSSPA-ODHD/LCPM-PNUD (2006), l'analyse de la pauvreté selon le milieu de résidence révèle un écart significatif entre le milieu rural (80,9 %) et le milieu urbain (32,8 %). Au niveau du milieu urbain, l'incidence de la pauvreté est 33 % supérieure dans les autres villes que dans le district de Bamako. La profondeur de la pauvreté et la sévérité de la pauvreté sont également plus importantes en milieu rural qu'en milieu urbain. La profondeur de la pauvreté en milieu rural (39,2 %) est plus de quatre fois supérieure à celle enregistrée en milieu urbain (9,2 %). En d'autres termes, il faut quatre fois plus d'efforts pour ramener la dépense annuelle moyenne par tête des pauvres au seuil de pauvreté en milieu rural qu'en milieu urbain. Par ailleurs, les conditions de vie des populations du milieu urbain sont nettement meilleures à celles des populations du milieu rural. En effet, la sévérité de la pauvreté en milieu rural (22,6 %) est près de six fois supérieure à celle enregistrée en milieu urbain (3,8 %).

La forte pression démographique (de l'ordre de 3,6 % par an), le haut niveau de pauvreté et le manque de perspectives et de débouchés sur le marché de travail semblent constituer les principaux facteurs de migration de milliers de jeunes vers des zones supposées plus clémentes et plus riches.

Parmi les repères qui structurent le phénomène migratoire au Mali, figurent en priorité, la pauvreté des zones de départ des migrants. Cela s'explique par une fragilité des équilibres naturels qui se traduit dans une crise environnementale (sécheresse quasi-endémique et la désertification). Les nouvelles tendances migratoires montrent que la région de Kayes n'est plus la seule zone caractéristique du phénomène (Keita, 2007). Les régions supposées riches, comme celles de Sikasso ou de Ségou, connaissent également des départs massifs des jeunes vers l'extérieur particulièrement en direction de l'Espagne et dans une moindre mesure vers l'Italie. Globalement, l'on n'observe pas une baisse des flux migratoires. L'on constate plutôt une diversification des stratégies migratoires et une improvisation des itinéraires.

Cependant, les flux migratoires sont essentiellement intra africains. Ils sont dirigés sur les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana par exemple), les zones minières et pétrolières de l'Afrique centrale (République Démocratique du Congo, Congo-Brazza, Gabon, Guinée Equatoriale) et australe (Angola, Afrique du Sud, Zambie, Mozambique), l'Afrique du Nord (Libye). Sur un total d'environ 4 millions de Maliens émigrés, on estime que 3,5 millions résident en Afrique, contre 200.000 en Europe. Les flux vers l'Europe restent donc limités mais ils constituent une source de revenus non négligeable pour les zones de départ des migrants.

Le renforcement des contrôles des frontières aériennes et terrestres de la part de l'Europe a eu notamment pour effet la revitalisation du Sahara comme parcours des migrants irréguliers et le basculement de la pression migratoire sur la façade atlantique, à partir du Maroc et plus au sud le Sénégal, la Mauritanie et même de la Gambie vers les îles Canaries en Espagne. Ces mesures restrictives vont s'étendre au domaine maritime. Mais elles ne sont pas des solutions idoines pour renverser les tendances. Jusque là, les politiques menées pour faire face aux grands flux migratoires vers l'Europe n'ont pas connues les succès escomptés. Les causes des flux migratoires de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe, procèdent des inégalités de développement entre les pays du Sud et ceux du Nord.

La situation socio politique dans le secteur de la migration au Mali reste marquée par :

- La souscription à des accords internationaux sur la migration et le développement : Conférence interministérielle de Rabat (juillet 2006) – Plan d'action : Migrations et Développement (70 pays) ; Consultation Mali – UE au titre de l'Article 13 de Cotonou (septembre 2006) ; Conférence UE – UA sur les migrations à Tripoli (novembre 2006) ; Déclaration conjointe du 8 février 2007 à Bamako sur « Migration et Développement » Mali, CEDEAO, Espagne, France, Commission européenne ; Partenariat Union européenne – Afrique sur les Migrations, la Mobilité et l'Emploi (Lisbonne décembre 2007),
- des négociations d'accords bilatéraux entre le Mali et ses partenaires européens ;
- le durcissement des politiques de reconduite (expulsions massives) ;
- un renouvellement des stratégies et la promotion d'une approche globale de la migration au Mali et dans la sous région.
- la multiplication des acteurs et projets intervenant sur la question migratoire ;

Le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) élaboré en décembre 2006 et qui court la période 2007-2011, demeure le cadre unique de référence des Politiques et Stratégies de Développement du Mali. S'il prend en compte l'ensemble des politiques sectorielles, il faut observer cependant que ce cadre ignore la spécificité de la migration comme facteur de développement. Les apports bénéfiques de la diaspora malienne pouvant contribuer à la croissance et à la réduction de la pauvreté sont totalement occultés.

La politique de codéveloppement mise en place au Mali à partir de l'année 2000 et qui visait le développement des régions d'origines (région de Kayes notamment) des migrants maliens établis en France a connu quelques succès. Mais la poursuite du programme semble être liée à l'aboutissement des négociations franco-maliennes sur les accords de réadmission. De plus, ce programme de codéveloppement est localisé et ne prend pas en compte l'ensemble des zones touchées par le phénomène migratoire. Nonobstant ces questions qui ont été soulevées, la problématique fondamentale demeure le développement des zones de départ des migrants. Il faudrait recourir à des politiques hardies qui se traduiront dans la pratique par la mise en relation de la migration et du développement. Toutes les solutions envisagées doivent tenir compte de cette liaison fondamentale.

Le Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine voudrait profiter du cadre de sa campagne nationale d'information et de sensibilisation sur les risques de la migration irrégulière (édition 2009) pour engager un débat de fond avec les partenaires au développement du Mali, sur la problématique globale migration et développement, mais singulièrement le développement des zones de départ des migrants. Le symposium qui sera organisé en décembre 2009, au-delà de l'expérience du codéveloppement, se penchera sur les différentes stratégies pouvant permettre l'éclosion d'initiatives locales en terme d'investissements productifs et de la gestion optimale des ressources naturelles, mais aussi, proposer des mesures spécifiques allant dans le sens d'une maximisation de l'apport des migrants dans le développement.

2. Objectifs

2.1 Objectif général

L'objectif général de ce symposium est de contribuer à nourrir la réflexion sur la problématique du développement des zones de départ des migrants.

2.2 Objectifs spécifiques

- Proposer des pistes de solutions pour le développement de ces zones,
- Enrichir la réflexion sur les éléments de la politique nationale de migration

3. Résultats attendus

- Des pistes de solutions sont proposées pour le développement de ces zones,
- La réflexion sur les éléments de la politique nationale de migration est enrichie.

4. Méthodologie

Le symposium se tient sur la base des communications suivies de débats. Une déclaration sous forme d'engagement entre la partie gouvernementale et les partenaires est rédigée. Elle sera lue et approuvée en plénière. La synthèse est présentée dans un rapport général.

4.1 Communications

Les intervenants vont présenter huit (8) communications sur les thèmes suivants :

- Caractéristiques des zones de départ des migrants (potentialités et contraintes),
- Migration et développement (analyse contextuelle et exemples pratiques),
- Le codéveloppement (réalités et perspectives),

- Projets de développement des migrants et Projets étatiques (complémentarités),
- Collectivités et développement local (atouts et contraintes de la migration),
- Stratégies de développement des zones de départ des migrants (analyse contextuelle et propositions de stratégies),
- Dynamiques associatives et participation des migrants au développement de leur localité d'origine (contraintes et perspectives),
- Migrations et coopération au développement (tendances actuelles et perspectives).

Le MMEIA se donne le droit de choisir huit (8) communications parmi celles qui auront été soumises. Le dernier délai pour la soumission des communications est fixé au 23 décembre 2009.

Les communicateurs auront, chacun, 15 minutes pour faire leur présentation.

4.2 Débats

Chacune des communications présentées sera suivie de débats dont la durée n'excèdera pas trente (30) minutes.

4.3 La plénière

Après l'exposé et la discussion de toutes les communications, une commission restreinte de cinq (5) membres sera chargée de rédiger la déclaration du symposium à l'adresse des décideurs et des partenaires au développement. Cette déclaration sera lue en plénière.

4.4 Direction du symposium

La direction du symposium comprend : un président, un modérateur, un rapporteur, un secrétaire. Le président a la responsabilité d'assurer le déroulement correct du symposium. Le modérateur joue le rôle de facilitateur et assure la police des débats. Le rapporteur est chargé de rédiger le rapport général du symposium. Le secrétaire est chargé de la collecte des communications, de leur reproduction et de leur distribution aux participants. Il veille à la saisie, à la reproduction et à l'envoi du rapport général du symposium aux structures et personnes indiquées.

5. Les participants

Le Symposium va regrouper les structures et personnalités suivantes :

5.1 Partie gouvernementale

5.1.1 Ministères

- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelles,
- Ministère de l'Artisanat et du Tourisme
- Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales,
- Ministère de l'Elevage et de la Pêche,
- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale,
- Ministère de la Sécurité Intérieure et de la Protection Civile,
- Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine,
- Ministère de l'Agriculture,
- Ministère du Travail, de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat,
- Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce,
- Ministère de l'Economie et des Finances,
- Ministère du Développement Social, de la Solidarité et des Personnes Agées,
- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique,
- Ministère de la Jeunesse et des Sports,
- Le Secrétariat d'Etat chargé du Développement Intégré de la Zone Office du Niger.

5.1.2 Les membres du Cadre de Concertation sur la Gouvernance des Migrations

5.1.3 L'Université de Bamako

5.1.4 Le Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

5.2 Partenaires au Développement

- Banque Mondiale
- PNUD
- Union Européenne

5.3 Organismes Internationaux

- BIT
- OIM

5.4 Services de Coopération

- Coopération Française
- Agence Française de Développement
- Coopération Espagnole
- Coopération Belge

5.5 Ambassades

- Ambassade de France au Mali
- Ambassade du Royaume d'Espagne au Mali,
- Ambassade du Royaume du Danemark au Mali
- Ambassade de Belgique au Mali

Au total 200 invités prendront part au symposium.

6. Date du Symposium

28 décembre 2009

7. Lieu

Le Centre International de Conférence de Bamako

8. Durée

Huit (8) heures